

A, Paris, le 7 avril 2020

Messieurs

Nous souhaitons revenir, même si nous avons bien noté que vous nous donnerez des précisions jeudi, sur la campagne IR.

Nous sommes toutes et tous abreuvés d'informations sur la gestion de la pandémie. Les messages, dans le temps, sont plus ou moins contradictoires, d'où qu'ils viennent. La communauté scientifique n'est pas d'accord sur grand-chose, le monde politique joue son jeu, parfois un tantinet politicien. Nous resterons pour notre part dans le pragmatisme le plus froid.

Il existe quand même quelques consensus concernant les moyens de lutte contre la propagation du virus : la distanciation sociale, les mesures barrières.

Moins les contacts sont prolongés (15 minutes), plus ils sont « lointains », moins le virus a des chances de ne pas circuler, au moins de circuler moins vite. Il est donc absolument impératif de limiter le présentiel au maximum, d'organiser un roulement, voire un travail en équipe prédéfinie, d'étendre encore le travail à distance. C'est ce qui a été obtenu après quelques tâtonnements, pour la mise en œuvre du PCA, assez rapidement après le début du confinement. Les chiffres de la situation des effectifs sont là pour en apporter la démonstration.

L'ouverture de la campagne IR le 20 avril ne doit en aucun cas changer ce paradigme !

Or, certains retours du terrain démontrent une volonté locale de mettre en présentiel et de rappeler au travail 60 % des effectifs non-empêchés des SIP pour le 20 avril !

Cette option est inacceptable pour nous, comme celle d'ailleurs des CDC. La double tutelle (SRP/Direction locale n'aide pas vraiment dans la période).

Par ailleurs, le sentiment de nos militants locaux, nous parlons bien ici de ressenti, est que tout est fait en matière d'hygiène des locaux, de protections diverses et variées (masques, plexiglas adapté, etc.) pour préparer les esprits à un retour massif d'agents en présentiels, option nous le rappelons avec force, que nous ne pourrions accepter.

Concernant plus particulièrement les masques et sans entrer dans une polémique stérile sur les choix et les positions des uns et des autres au niveau national et extra DGFIP, il reste encore une fois soyons pragmatique, les chiffres : le besoin journalier pour les personnels soignants est estimé à 60 000 masques ! Pour souligner et même si nous concédons que vous faites le maximum pour en obtenir, que vous ne serez pas en mesure, dans la durée d'en équiper tous les agents présents dans les services (et qui sont en demande, nonobstant les querelles sur son utilité)...sauf à utiliser des masques dits alternatifs, si tant est que vous puissiez en obtenir suffisamment et que les personnels s'en contentent.

Nous réitérons donc, avec une certaine exigence que la communication officielle tant par le Ministre et par la DG soit faite pour expliquer que cette campagne sera effectuée en mode dégradé. Vous avez bien indiqué qu'elle serait « particulière », (mais pas plus), confinement ou pas, que les contribuables n'auront pas forcément dans l'instant toutes les réponses à leurs questions, qu'ils auront sans doute des difficultés à entrer en contact téléphonique avec nos services (encore un peu plus que d'habitude), et cela même si les personnels de la DGFIP feront tout leur possible et en toute sécurité pour les accompagner au mieux dans leurs démarches, un peu plus particulières encore cette année et pas seulement du fait de la pandémie.

Dans ce cadre le nettoyage des locaux sera un impératif pour respecter les consignes sanitaires.

Si d'aventure le schéma que vous envisagez comprend deux phases, une sous confinement, l'autre hors confinement, nous estimons qu'une phase de transition devra être observée. Le retour à un accueil physique plus large doit être largement anticipé pour garantir la sécurité sanitaire, la sécurité tout court, des personnels et des administrés et que les personnels en situation de fragilité sanitaire continuent d'être préservés comme durant la période actuelle.

Concernant l'accueil téléphonique, outre les mesures déjà évoquées, il est impératif selon nous que l'usage des téléphones fixes des services soient individualisés ! L'équipement (téléphones portables notamment) des agents qui viendraient en renfort doit être par ailleurs assuré au niveau maximum.

Par ailleurs, une information rapide doit être donnée quant au niveau et l'origine de ces renforts et sur quel vecteur d'activité ils interviendraient (qui, combien, quand, comment, pou faire quoi?) afin qu'ils puissent s'y préparer, notamment en matière de formation aux nouveautés de la campagne IR.

Nous souhaitons enfin souligner les concessions revendicatives que nous faisons, en responsabilité, relativement notamment au travail à distance et au télétravail et à leur extension. Ceci pour vous signifier que nous attendons, à l'issue de la crise sanitaire en cours, qu'un véritable bilan en soit tiré et que nous serons particulièrement vigilants quant aux éventuelles velléités, d'où qu'elles viennent, qui pousseraient à en générer l'utilisation de manière « sauvage ».

Cordialement

Anne Guyot Welke
Secrétariat national
Solidaires Finances Publiques